

11 TUN 9 – 11-11-23 Oum Larayes

Laboratoire des frondeurs.org



Distance Oum el Arais-Mdhilla = 50 Km à vol d'oiseau.

<http://www.challenges.fr/monde/2011/11/24/REU3568/emeutes-dans-la-province-tunisienne-de-gafsa-couvre-feu.html>

Émeutes dans la province tunisienne de Gafsa, couvre-feu

24-11-11 à 18:01

TUNIS (Reuters) - Les autorités tunisiennes ont imposé jeudi un couvre-feu nocturne dans la province de Gafsa à la suite d'émeutes dans deux villes de la région située à 360 km au sud-ouest de Tunis.

Ces incidents s'ajoutent à ceux de Kasserine, une ville au nord de Gafsa, où la police a procédé mercredi soir à des tirs de sommation pour disperser quelque 3.000 manifestants qui se préparaient à attaquer une prison.

"Il y a des émeutes et des pillages à Om Larayes et Msila. Ça a commencé hier et ça continue aujourd'hui", a déclaré un témoin, Hedi Radaoui. "Des jeunes ont mis le feu à des commissariats et des bâtiments de la compagnie des phosphates de Gafsa et de l'office du travail."

Les manifestants ont laissé éclater leur colère après avoir été écartés d'une liste de personnes recrutées par la compagnie des phosphates.

Les autorités provinciales ont imposé un couvre-feu de 19h00 (18h00 GMT) à 06h00, a indiqué un responsable gouvernemental.

"Tout est détruit ici à Msila. La plupart des magasins sont fermés, les routes sont bloquées, de nombreux bâtiments sont incendiés", a déclaré un habitant de Msila par téléphone, Amen ben Adballah. "Les autorités continuent d'ignorer la région et les conséquences seront désastreuses."

La région minière de Gafsa, près de la frontière avec l'Algérie, est l'une des provinces les plus pauvres du pays. Elle a été le théâtre de manifestations et d'émeutes pendant la "révolution de jasmin" qui a abouti à la chute du président Zine Ben Ali en janvier dernier.

Tarek Amara; Jean-Stéphane Brosse pour le service français

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/11/24/des-manifestations-ont-eclate-dans-le-centre-ouest-tunisien_1608321_3212.html

Des manifestations ont éclaté dans le Centre-Ouest tunisien

LEMONDE.FR avec AFP | 24.11.11 | 07h54

Des troubles ont éclaté mercredi dans des localités du Centre-Ouest de la Tunisie. Des milliers de personnes ont manifesté à Kasserine, à 350 km de Tunis, pour protester contre "l'oubli des martyrs" de leur ville dans l'hommage rendu aux morts de la révolution lors de la première réunion de l'Assemblée constituante mardi, a indiqué un dirigeant syndicaliste, Sadok Mahmoudi.

Soixante-seize personnes "*blesées*" par des gaz lacrymogènes ont été admises à l'hôpital de la ville, a indiqué une source médicale. La citation des noms des "*martyrs de la révolution*" avait été improvisée lors de la cérémonie inaugurale de l'Assemblée constituante, à la demande d'un élu qui en a fourni la liste.

Selon M. Mahmoudi, environ 4 000 personnes se sont rassemblées "*spontanément*" devant le siège régional de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT, centrale syndicale) à Kasserine pour une manifestation pacifique, qui a dégénéré lorsque des manifestants ont tenté de forcer les portes de la prison et jeté des pierres sur les forces de sécurité. Celles-ci ont riposté en tirant des balles en l'air et des grenades lacrymogènes pour disperser les protestataires, qui ont brûlé des pneus sur la place et l'avenue centrale de la ville, a ajouté le secrétaire général du syndicat régional.

"LOURD TRIBUT"

"*Kasserine a payé un lourd tribut à la révolution et l'oubli de ses morts par les élus du peuple est inacceptable*", a affirmé M. Mahmoudi. Selon lui, la liste citée à l'Assemblée ne mentionnait que 7 morts sur 23 tombés dans la région de Kasserine. Selon un témoin, un dépôt de marchandises de Kasserine a été pillé. Des renforts militaires sont arrivés sur place et la ville était quadrillée mercredi soir.

Le ministère de l'intérieur a confirmé les incidents de Kasserine et fait état de troubles à Thala et Feriana, deux localités de cette même région, ainsi qu'à Gafsa, ville minière située à 350 km au sud-ouest de Tunis. Des manifestants ont brûlé des pneus à Feriana et d'autres ont incendié mercredi soir les équipements d'un district de la gendarmerie. L'armée a tiré des salves en l'air pour les empêcher de saccager les locaux de la sous-préfecture, a indiqué le porte-parole de ce ministère.

A Oum Laraies, une localité minière de Gafsa, des manifestants ont vandalisé mercredi soir des bâtiments et se sont attaqués au siège des recettes des finances. Des sit-in ont été observés ces derniers jours par des chômeurs devant la Compagnie de phosphates de Gafsa, principal employeur de cette ville, qui a connu de graves troubles en 2008

http://www.telecinco.es/informativos/internacional/Tunez-impone-Gafsa-estallido-disturbios_0_1510649462.html

Tunez impone el toque de queda en Gafsa por el estallido de disturbios

24.11.11 | 18:11h. EUROPA PRESS | MADRID

Las autoridades tunecinas han impuesto un toque de queda en la provincia de Gafsa, la segunda mayor del país, después de que estallasen nuevos disturbios en protesta por las contrataciones en una mina de fosfatos local.

Las manifestaciones, con "disturbios y saqueos", se produjeron en dos ciudades de esta región, situada 360 kilómetros al suroeste de la capital del país. Numerosas personas salieron a las calles de Om Larays y Mthila después de quedarse fuera de la lista de contratados por la minera.

Algunos habitantes hablan abiertamente de "manipulación" y "abusos" en el proceso de contratación, tras el cual han sido admitidos inicialmente 503 jóvenes, a la espera de que otros 200 sean aceptados para servicios forestales y de medio ambiente. Sin embargo, la cifra de solicitantes rondó los 14.000, sobre los cuales ha tenido que decidir una comisión estatal, informa la agencia de noticias TAP.

Un testigo, Hedi Radaoui, ha relatado a Reuters que "jóvenes prendieron fuego a comisarías de Policía e instalaciones de la Compañía de Fosfatos de Gafsa y la Oficina de Trabajo".

Otra fuente, Amen ben Abdalá, ha lamentado en declaraciones a esta agencia que, en Mthila, "todo está destruido". "La mayoría de las tiendas están cerradas, las carreteras bloqueadas, la mayoría de los edificios están quemados", ha explicado, en un mensaje en el que ha acusado a las autoridades de "ignorar" la región pese a las posibles consecuencias "desastrosas" de las movilizaciones.

Un portavoz del Gobierno provincial ha anunciado la imposición de un toque de queda nocturno que entrará en vigor este jueves por la tarde y que limitará los movimientos entre las siete de la tarde y las seis de la mañana.

CALMA EN KASSERINE

Los disturbios de Gafsa, iniciados el miércoles, se suman a los que han sacudido la cercana región de Kasserine, donde este jueves por la mañana se ha recuperado la "calma" perdida, según TAP. Las fuerzas de seguridad llegaron a disparar al aire para tratar de dispersar una manifestación el miércoles.

Unidades del Ejército vigilan edificios susceptibles de ser atacados y patrullan las calles de la ciudad de Kasserine para tratar de prevenir nuevos incidentes violentos. En el caso de esta región, las manifestaciones se deben a una lectura realizada el martes en la inauguración de la recién elegida Asamblea Constituyente y en la que se omitieron, dentro de la lista de "mártires" de la revolución, los nombres de personas fallecidas en Kasserine.

Túnez, origen de la 'primavera árabe', celebró el mes pasado las primeras elecciones tras la caída en enero del dictador Zine al Abidine Ben Alí. El partido islamista Ennahda, de carácter moderado, logró la victoria en esos comicios.

<http://fr.allafrica.com/stories/201111251051.html>

Tunisie: Gafsa - Les actes de violence reprennent à Om Larayès et à Mdhilla

25 Novembre 2011

Les actes de violences ont repris, hier, en fin de matinée dans les villes d'Om Larayès et Mdhilla. Le siège de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) a été en grande partie incendié et ses entrepôts ont été pillés, constate la correspondante de la TAP dans la région.

Les cours ont été suspendus dans ces deux villes qui sont, depuis mercredi, le théâtre d'actes de vandalisme ayant éclaté à la suite de la proclamation des résultats du concours de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG).

Les habitants de Mdhilla parlent de «manipulation» et de «dépassements» dans les résultats de ce concours.

Dans cette délégation, 503 jeunes ont été admis au concours, en plus des 200 agents qui seront engagés dans les sociétés chargées de l'environnement et du boisement créées par la CPG.

Mohamed Amaydia, un jeune sans emploi, a révélé que la liste des admis comprend des membres d'une même famille ou encore des personnes bénéficiant de sources de revenu régulières. Il déplore le fait que ce concours n'ait pas «pris en considération les cas sociaux».

Le tri des demandes de candidature dont le nombre s'élève à 14.000 a été effectué par une commission nationale au sein du ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Mais les habitants de Mdhilla, qui se sont rassemblés à l'entrée de la ville, mettent en cause les résultats d'un premier tri assuré par des commissions locales.

Dans la délégation d'Om Larayès qui compte 605 admis au concours, le siège de la CPG a été totalement incendié, selon des témoins oculaires qui affirment aussi que l'entrepôt de la société et son parking ont été pillés.

Cet état d'insécurité a conduit à la fermeture de l'unité japonaise de fabrication de câbles auto.

Contacté par la correspondante de la TAP, le gouverneur de la région, Moncef Hani, a affirmé avoir demandé des services concernés au ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi de suspendre la proclamation de la liste des admis à ce concours dans les délégations de Méthlaoui et Redaïef dont les résultats étaient attendus hier.

http://www.l'expressiondz.com/l'information_en_continue/145363-tunisie-reprise-de-l-039-activite-dans-des-mines-de-phosphate.html

Tunisie: Reprise de l'activité dans des mines de phosphate

Mercredi 28 Decembre 2011 - Lu 295 fois

L'activité a repris dans les mines de phosphate de Mdhilla, dans le sud-ouest de la Tunisie, après un arrêt de plus d'un mois en raison de protestations sociales, a déclaré la direction mercredi.

Mais la Compagnie des Phosphate de Gafsa (CPG) peine encore à faire redémarrer le travail dans les autres sites de ce bassin minier du gouvernorat du Gafsa, qui fait de la Tunisie l'un des quatre premiers exportateurs de phosphate dans le monde, a-t-on ajouté de même source.

«L'activité a repris depuis mardi soir dans les mines de Mdhilla ainsi que dans l'usine de lavage dans cette localité après la levée de sit-in,» a déclaré Taieb Yahyaoui, directeur central de la production à la CPG.

Le sit-in et d'autres protestations sociales émaillés de violences ont éclaté le 23 novembre après l'annonce de résultats d'un concours de recrutement à la CPG, principal employeur dans cette région défavorisée et traditionnellement frondeuse.

Les protestataires réclamaient notamment l'annulation du concours qu'ils estimaient teinté de népotisme et de corruption.

Les mines de Mdhilla représente 25% de la production de phosphate de Tunisie qui a totalisé 6.5 millions de tonnes en 2010.

«Les mines de Redeyf sont encore à l'arrêt alors que l'activité minière à Oum Larayes et Méthlaoui a repris partiellement. Cette reprise est due à l'intervention de personnalités de la société civile de la région,» a expliqué Yahyaoui.

La multiplication des troubles sociaux dans la région de Gafsa a paralysé plusieurs mois l'activité minière dans la région et les unités chimiques dans trois autres villes du pays, qui transforment les phosphates en minerais, en majorité exportés.

La CPG et sa maison mère le Groupe Chimique Tunisien (GCT) ont perdu près de 800 million de dinars (environ 450 millions d'euros) en 2011 avec la chute de la production de près de 60%.

© webmanagercenter.com - 28 Novembre 2011 17:50:00

Emeutes-Gafsa: Et si la révolution était à refaire en Tunisie?

Par Amel Belhadj Ali

«Tant qu'on n'associera pas les représentants des populations aux décisions de recrutement prises par la Compagnie des phosphates de Gafsa, rien ne pourra avancer dans le bon sens dans notre région», a affirmé Adnene Hajji, l'un des leaders syndicaux et politiques de la délégation de Redeyef (gouvernorat de Gafsa).

Pour M. Hajji, la colère des population est tout à fait justifiée car il y a toujours ce blocage communicationnel entre la CPG et derrière elle les pouvoirs publics et les populations de la région. «Vous rendez-vous compte que même Karim Mejri, conseiller auprès du ministre de l'Emploi, n'a pas su expliquer les véritables raisons de la colère de nos concitoyens! Car le concours sur dossier devait permettre le recrutement d'agents d'exécution et d'ouvriers. 4.000 personnes titulaires au mieux de diplômés de formation professionnelle et au pire sans aucun diplôme».

Ces quiproquos font désormais partie de la vie des populations du bassin minier dans leurs rapports avec le plus grand employeur de la région. «Il ne s'agit pas autant de revendications excessives et démesurées que de la capacité des autorités à opérer dans la transparence et la clarté. Les critères de recrutement dépendent des revenus des familles et de leur degré de pauvreté. Nous avons tout d'abord été floués parce que nous devions, en tant que représentants des populations de la région, participer au comité de tri, or ce qui s'est passé c'est que des délégués de la CPG se sont déplacés à Tunis en nous ignorant totalement. Ils ont procédé à l'opération sans nous en avertir et n'ont pas respecté l'ordre de priorité. C'est ce qui a engendré toute cette colère. En réalité, nous ne sommes pas aussi butés qu'on veut bien le montrer, nous sommes des personnes responsables et nous aurions préféré qu'on nous considère comme tels avant que cela ne dégénère en émeutes et ne devienne incontrôlable».

15.000 dossiers ont été déposés par des familles gafsoises pour qu'au moins un chômeur par famille soit embauché par la CPG ou la préservation de l'environnement, au plus 4.000 emplois. L'annonce des premiers résultats avait soulevé un tollé à Oum Larayes, Mdhilla et Redeyef, la seule épargnée par les actes de violences. «Nous avons fait de notre mieux pour que les critères de recrutement soient les plus crédibles et les plus objectifs possibles, explique Karim Mejri. Les dossiers informatisés ont inclus des critères après vérification des informations auprès de la CNSS et de la CNRPS pour voir si le candidat travaillait encore ou avait un matricule avec un statut de chômeur, tout comme on a procédé à la vérification auprès des banques telles la BTS et la BFPME. «Ceux qui avaient bénéficié des prêts de plus de 10.000 dinars ont été automatiquement écartés».

Une rigueur peu convaincante

Cette rigueur dans le traitement des dossiers n'a pas été convaincante pour les populations de Gafsa et alentours qui dénoncent une manipulation de la part de l'Administration publique. «Il est fort possible qu'il y ait eu des erreurs d'appréciation ou d'interprétation de la part des agents du ministère lors de l'introduction des données dans le système informatique, mais

nous estimons que nous pouvons remédier aux erreurs et nous avons déjà appelé les personnes lésées à déposer leurs réclamations. A ce jour, nous en avons reçu une centaine. Le système n'est pas parfait et l'administration n'est plus aussi rigide qu'auparavant; il y a des lacunes qui peuvent être rattrapées. La preuve? Le ministère de l'Education a recruté 188 instituteurs qui répondaient aux critères et n'ont pas été sélectionnés au premier tour en plus des 2.000 qui ont réussi le concours».

Plus que les critères objectifs pour le recrutement à la CPG ou ailleurs, c'est un dialogue qui doit au plus tôt être établi entre les populations et les autorités et qui doit être basé sur la confiance et la transparence. «Tant que nous ne serons pas associés aux décisions concernant les enfants de la région, il me paraît difficile de clore définitivement le dossier de la CPG et ses emplois», clame Adnene Hajji.

Pour les diplômés du supérieur, la CPG compte lancer un concours en bonne et due forme et non sur dossier, on jugera par conséquent les compétences et non le contexte social. Les jeunes des zones défavorisées et spécialement les diplômés du supérieur ne prennent plus pour argent comptant tout ce qu'on leur annonce ou tout ce qu'on décrète dans les sphères du pouvoir.

Ils font leurs propres investigations et s'assurent du bien-fondé de toutes informations, mais plus que tout, ces jeunes attendent qu'on honore les promesses qu'on ne cesse de leur faire sans rien exaucer.

Les partis vainqueurs, au lieu de s'occuper des priorités se rapportant à l'emploi et à la précarité, sont obsédés par le partage du gâteau pouvoir. Il ne serait pas étonnant, dans ce cas, que la Tunisie prépare cette fois-ci la (vraie) révolution.

http://www.businessnews.com.tn/details_article.php?a=28561&temp=3&lang=fr&t=520

Tunisie - Des employés de la CPG et le gouverneur de Gafsa séquestrés



03/01/2012 17:30

Un groupe de sit-inneurs ont fermé, mardi 3 janvier 2011, tous les accès au siège social de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) et séquestré les employés ainsi que le gouverneur de la région, ont affirmé des sources informées à l'agence TAP. Seules les femmes sont autorisées à quitter les locaux de la société.

Un responsable à la CPG a indiqué que les protestataires, parmi des ouvriers de la société de

l'environnement et du boisement, réclament la révision de certaines clauses des contrats de travail devant permettre la régularisation de leur situation professionnelle.

Contacté par la correspondante de la TAP, le gouverneur de la région a expliqué qu'il s'est rendu vers 10h30 au siège de la société dans l'intention de négocier avec les sit-inneurs et d'écouter leurs propositions.

Un autre responsable de la CPG a affirmé avoir proposé aux jeunes protestataires d'envoyer leurs représentants négocier avec les cadres du Groupe chimique tunisien (GCT) au sujet des contrats de travail proposés.

De son côté, le directeur régional du GCT à Gafsa a indiqué que des ouvriers des sociétés, relevant de la CPG, ont interrompu les travaux de maintenance à l'usine de Mdhilla qui ne produit plus d'engrais chimiques depuis le 21 novembre dernier.

Le responsable a ajouté qu'en début de matinée, les protestataires ont bloqué l'accès à cette usine. TAP

<http://blogs.mediapart.fr/blog/abderrazak-lejri/050112/tunisie-les-inextricables-problemes-du-bassin-minier-de-gafsa>

Tunisie- Les inextricables problèmes du bassin minier de gafsa

05 Janvier 2012 Par Abderrazak LEJRI

Tunisie- Les inextricables problèmes du bassin minier de Gafsa

Tunis le 4 janvier 2011

L'interférence réciproque des problèmes du Groupe Chimique Tunisien et ceux de la Compagnie des Phosphates de Gafsa.

La compagnie des phosphates de Gafsa a surmonté provisoirement les problèmes liés aux concours de recrutement par une suspension de la procédure (Je parie que ce problème resurgira dès l'annonce des nouveaux résultats car sur 20 000 postulants, même si on intègre 3000, il y aura toujours des mécontents parmi les 17 000 écartés qui trouveront une raison ou une autre pour refuser leurs sorts).

Elle vient de panser ses blessures aux mines de M'dhilla et Oum Laraiès après les actes de vandalisme qui ont touché le siège local et les équipements d'un coût qui frise les 25 Millions de dinars en reprenant timidement l'activité extractive.

Les mines de Méthlaoui dont l'activité se situe autour de 50% sont épisodiquement perturbées par des sit-inneurs au niveau des forages ou pour des motifs imaginaires.

Le Groupe Chimique qui partage la même direction générale que la CPG avec un siège social à Tunis, même s'il fonctionne cahin caha à Gabès vient de voir son activité bloquée à M'dhilla et par un effet de contagion vient d'être à l'origine des derniers événements survenus devant le siège de la compagnie des phosphates de Gafsa.

Il est vrai que le chaos qui s'est traduit mardi par la réquisition des employés du siège et du Gouverneur de la région pendant plus de 6 heures ne permet pas d'envisager le travail et le dialogue en toute sérénité.

Quand les immenses attentes générées par la révolution aboutissent à l'irrationnel

Ce mercredi, ce sont les employés (il en est de même de ceux du GCT et de la SNCFT) qui ont interpellé les autorités pour conditionner la reprise du travail à l'instauration de la sécurité en prenant à témoin les responsables régionaux de l'UGTT et qui ont adressé une pétition au Gouvernement, au siège de l'UGTT et à la Direction Générale de la CPG et du GCT.

La conjonction des trois mouvements des sit-inners : devant le siège de la Compagnie à Gafsa qui étaient environ 500 le mardi 3 décembre, ceux qui interdisent l'accès non loin de là, à l'usine de traitement du TSP (Tri-Super Phosphates) du Groupe Chimique à M'dhilla et ceux un peu plus loin à Menzel Bouzaiène campant sur les rails interdisant au phosphate traité d'être acheminé à Sfax et d'être exporté, ne peut pas être fortuite.

Le comble c'est que ces manifestants ne relèvent pas directement de la CPG mais d'une société chargée de l'environnement liée au Groupe Chimique, qui a été créée sciemment pour résorber la demande additionnelle de 1400 travailleurs non qualifiés.

Le plus étonnant c'est qu'une bonne partie de ces personnes rémunérées 300 dinars (Dont le coût global est d'environ 500 000 dt/mois) exigent le doublement de ce salaire et l'abrogation d'une disposition de leur contrat qui stipule qu'ils ne doivent pas s'adonner à une autre activité en parallèle !

Il est vrai que cette disposition est gênante pour certains qui refusent la procédure de pointage et selon une boutade qui court à Gafsa arrivent à 7h pour partir à 7h moins le quart, autant dire qu'ils ne font rien assimilant les 300 dinars à une allocation chômage !

Il est vrai comme pour le programme AMAL que de petits malins émargent audit programme censé fournir un premier emploi aux diplômés chômeurs tout en disposant par ailleurs d'une occupation stable et rémunérée.

L'absence de l'état

Il m'a été donné à plusieurs reprises de mentionner que les problèmes récurrents paralysant l'activité de la Compagnie des phosphates de Gafsa et du Groupe Chimique ont leurs racines profondes dans l'abandon de l'état de ses prérogatives et attributs depuis longtemps dans le bassin minier.

Quand depuis onze mois, l'extraction du phosphate, son transport, sa transformation puis son exportation ont été tour à tour perturbés jusqu'au blocage, on avait mis le manque de solutions énergiques sur le compte de la non légitimité des gouvernements successifs, sur la réminiscence de problèmes tribaux et sur les incitations de certains responsables syndicaux notamment ceux qui étaient liés à l'ancien régime.

Mais il est regrettable de constater que le Gouvernement actuel qui est provisoire mais légitime a une attitude autiste aussi bien pour prendre acte des véritables problèmes qui sont connus ou pour prendre les mesures idoines pour y pallier.

On peut légitimement s'interroger sur le fait qu'eu égard aux énormes enjeux économiques, sociaux et dont les effets sur la stabilité de toute la région sont impatientement attendus, le

problème n'a pas été pris à bras le corps par les autorités et face aux 500 sit-inners qui ont pris en otage les employés de la CPG et le Gouverneur il n'y avait ni forces de l'ordre ni l'armée.

Les Ministres de l'intérieur et de la défense ne font-ils pas partie du gouvernement élu qui s'est présenté pour conduire les affaires de l'état en toute connaissance de cause?, nous savons tous que la solution n'est pas d'ordre sécuritaire mais il y a tout de même un minimum car on peut montrer les attributs de l'autorité sans en user abusivement.

A moins qu'ils ne ménagent les électeurs potentiels en vue des prochaines échéances électorales mais de quelle élection s'agit-il vu la politique de la terre brûlée menée par certains ?

Le président directeur général du Groupe est à Tunis loin de sa base et aucune cellule de crise comprenant plusieurs membres du gouvernement voire le chef du gouvernement lui-même n'a effectué un travail concret sur site.

L'abcès de fixation que représente la CPG.

En attendant qu'à moyen et long terme la Compagnie des phosphates de Gafsa se recentre sur son métier de base et son activité principale, tout en maintenant son apport logistique et financier aux projets de développement, les sociétés en charge de l'Environnement devraient changer de tutelle maintenant qu'il y a un Ministère de l'environnement.

Il en sera de même pour ce qui est des sociétés de transport montées par la CPG.

Sur le fond, rien ne va changer au problème, mais sur le plan formel les sit-inners iront à la limite protester devant les locaux des ministères concernés au lieu de la CPG.

Sinon cette compagnie est mal partie, elle qui a intégré sur le tard une approche citoyenne en envisageant par une diversification actionnariale de monter une banque de développement et que sais-je encore.

Tout cela perdurera tant qu'on n'aura pas trouvé un mécanisme alimentant un fonds régional autonome pour pallier à l'absence de l'état par une réactivation du fonds de reconversion des centres miniers constitué sous forme de Sicar avec 1 Million de dinars qui ont évolué vers 30 M.

En dépit de la synergie voulue de rapprochement de la CPG et le GCT et de la complémentarité somme toute évidente entre leurs deux activités, il faut impérativement deux directions générales distinctes des deux entités pour un impératif d'efficacité de la gestion.

Abderrazak LEJRI

<http://blogs.mediapart.fr/blog/abderrazak-lejri>

Troubles et révoltes en Tunisie (novembre et décembre 2011)

Publié le 07/01/2012

« Exaspération » : ce mot résume l'état d'esprit de tous les Tunisiens, pour des raisons multiples. Chômeurs, travailleurs, électeurs, partis de tous bords, en ont assez d'attendre une réalité qui ne répond pas à leur désir. Car à la voie parlementaire, il n'y a que des murs qui répondent, et ces murs sont brûlants de questions et d'urgence.

-« Mdhilla est déserte et ressemble à une ville traversée par un cataclysme après ce qu'elle a vécu mercredi dernier, et ce, à la suite de la colère suscitée par la proclamation des résultats partiels des recrutements à la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG). Le bilan des dommages est lourd : la filiale de la direction générale de la CPG, le bureau de police, celui de la garde nationale, deux trains et plusieurs véhicules, entre autres, ont été incendiés. La poste et la municipalité (mairie) ont fait l'objet d'actes de pillage. » (*La Presse*, 28 novembre 2011)

-Aux environs de Kairouan, les bus scolaires « ont fait l'objet d'actes de vandalisme commis par des élèves et certains marginaux qui, au moindre retard, au moindre arrêt suite à une malencontreuse panne, réagissent sauvagement pour « déraciner » les chaises et briser les vitres. » (*La presse*, 6 décembre 2011)

-A Kasserine, « protestant contre la liste incomplète des "martyrs" présentée mardi à la Constituante, les manifestants ont essayé d'incendier la prison civile de Kasserine, de dévaliser une agence bancaire, et se sont livrés à la destruction et au pillage des locaux commerciaux. Ils ont également brûlé des pneus et tenté de piller la section régionale de l'Union Tunisienne de Solidarité Sociale. » (*Le Temps*, 25 novembre)

Ces exemples récents, choisis parmi beaucoup d'autres, illustrent l'extrême réactivité des gens en Tunisie. En arrivant là-bas, on est un peu déçu par l'apparent retour à la normale (les marchés, le football, les propos inclinant à la patience). Cette impression vient aussi du fait que le tissu social n'a pas été brisé. La vie continue avec sa multitude de petits commerces qui nourrissent pas mal de gens et sans doute tous les chômeurs ; un tissu fait de familles étendues, de commerces, de solidarités diverses. Mais à la moindre blessure, ça flambe. La société est à l'état de braise et les pouvoirs publics le savent qui n'osent pas réprimer brutalement les troubles. Dans le sud du pays, il suffit d'arriver à quelques-uns devant un poste de police pour que les flics détalent, comme à Moularès le 23 novembre. Et l'état d'urgence prorogé, le couvre-feu dans la région de Gafsa n'y changent rien, car personne ne les respecte malgré un blindé qui patrouille, soldat posté derrière sa mitrailleuse, comme à Méthlaoui depuis le 23 novembre.

Des mouvements éclatent qui peuvent être brefs et spontanés : blocage d'une rue, d'une ville, voire mise à feu en plein jour des véhicules municipaux par un intérimaire des chantiers, comme à Medenine. Ils peuvent être très longs : la zone d'extraction du phosphate autour de Gafsa est entièrement paralysée par les chômeurs dans les quatre sites : à Redeyef depuis le 10 juillet ; à Méthlaoui depuis la mi-novembre ; à Moularès et à Mdhilla du fait de la destruction des locaux de la CPG les 22 et 23 novembre. Les occupants des lieux (les postes de travail à Redeyef, les voies de chemin de fer à Méthlaoui) sont très peu. Ils occupent et

semblent ne rien faire d'autre qu'attendre, et donnent l'impression d'une grande faiblesse. Leur force n'est pas visible : elle est celle du désespoir. Elle est aussi et surtout dans la réaction ravageuse de dizaines de milliers de leurs semblables, si on touche à un seul de leur cheveux.

Entre les lieux occupés, il y a très peu de liens, de contacts. Aucune instance ne s'en charge et surtout pas le syndicat qui préfère communiquer sur « l'intérêt national ». Chaque ville semble craindre la réussite des autres à ses dépens, et la question des tribus reste d'une grande importance (comme à Mélaoui, où les Bou Yahia et les Jéridiens se sont entretués début juin suite à un autre concours de recrutement). Dans chaque lieu occupé, on sent une détermination très forte mais pas de dynamique d'ensemble (par exemple, il n'y a pas de caisse de grève, chacun se débrouille avec ce qu'il a). Un telle fracture abandonne une prise importante aux futurs pouvoirs, s'il est en mesure d'en profiter.

Car pour l'instant on peut dire qu'il n'y a pas de pouvoir. Les débats font rage dans les couloirs de la Constituante, réunie depuis le 22 novembre pour savoir qui occupera tel ou tel fauteuil et paralysera le plus possible ses concurrents. Une brèche est donc ouverte où s'engouffre principalement les non-titulaires et les chômeurs. A Gafsa, ils se rassemblent chaque jour depuis des mois devant le gouvernorat, à quelques pas des locaux de la Garde Nationale, sans encourir la moindre réaction. Le 29 novembre, j'ai vu un barrage enflammé obstruant toute la route (six voies) à moins de 50 mètres d'un poste de police, sans tension palpable. Une petite fille de 3 ou 4 ans aidait ses frères (8 à 10 ans) à renforcer un barrage adjacent dans une atmosphère de tranquillité surprenante, car la Tunisie est sous le régime de l'état d'urgence qui vient d'être prorogé. Les paroles sont fortes : « Avant il y avait un dictateur, maintenant il y a mille Ben Ali » qui nous jettent « de la poussière dans les yeux » et « donnent des comprimés pour calmer sous forme de promesses ». Aujourd'hui « on bloque la route... demain on casse tout. » On est « en train de faire la deuxième révolution ». Mais ils ne sont que deux ou trois cent devant le gouvernorat. Pour demander du travail et des équipements. Du travail dans les phosphates. Or, dans cette région, la pollution est partout : l'eau, les arbres, les gens, tout est empoisonné ; tout le monde le sait. Et que demandent les chômeurs de Mélaoui en matière d'équipement : « l'agrandissement de l'hôpital » et sa modernisation.

Les élections ont eu lieu le 23 octobre. L'assemblée élue pour écrire la Constitution s'est réunie le 22 novembre. Depuis début décembre, des « protestataires » occupent jour et nuit le terrain : une rangée de tentes sur 50 mètres coincées entre les grilles du Parlement et des barrières. Les flics sont présents tout le long des barrières et deux blindés, derrière les grilles, attendent.¹ Impression d'un immense bavardage malgré la présence d'une tente tenue par des chômeurs de Gafsa, d'une autre occupée par des blessés de Thala. Certains parlent d' « écrire la Constitution du dehors » (on dirait du Besancenot), d'autres s'empoignent sur la question des femmes, toujours sur le terrain de la Constitution. Les luttes de Gafsa ou de Gabès menées au même moment n'intéressent visiblement pas grand monde et ne fondent aucune présence ici. D'ailleurs les bourguibistes, vaincus aux élections, ceux-là même qui rugissent contre la moindre grève et qui espèrent profiter des impasses actuelles pour reprendre le pouvoir à terme, appellent les jeunes à venir participer à ce campement qu'on appelle « Le Bardo I », histoire d'entraver la politique des islamistes majoritaires. Il y a là comme une captation de forces venues de toute la Tunisie pour les épuiser, dans la perspective de virer les derniers opposants par la force et sans bruit, en proclamant très fort qu'il faut sauver le pays des salafistes. Les journaux bourguibistes (les trois quotidiens tunisiens en langue française)

préparent le terrain par de gros titres montant en épingle le moindre incident à l'université, où manifeste une poignée de salafistes.

Ces incidents sont relayés dans la presse française : c'est sa façon de soutenir que le mode de vie occidental est la norme de tous les comportements. Dans *Le Monde* : Fourest, Mandraud et Plantu rivalisent de crapuleries sur ce registre.

Ce temps n'est pas celui du renoncement : l'agitation ne cesse pas, les occupations (appelées sit-in) se multiplient partout et le nouveau pouvoir, élu pour un an semble ne pas avoir la force de son côté. Il n'est pas sûr que la police lui obéisse. Tout est donc ouvert pour l'année qui vient.

1- Depuis le 17 décembre, les partis politiques et associations ont décidé d'interrompre le mouvement. Seuls des jeunes du bassin minier décident de poursuivre l'occupation.